

La politique financière restrictive a toujours la cote

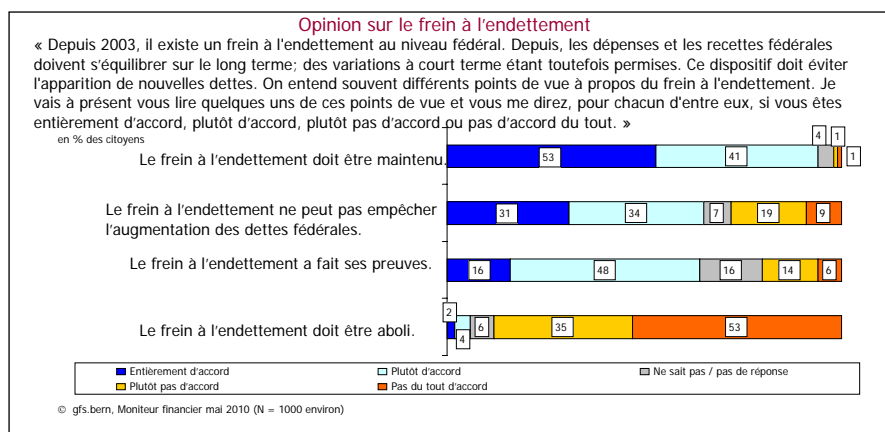
L'essentiel en bref sur le moniteur financier 2010

Le moniteur financier se définit comme un système d'information qui apporte, à un rythme annuel, des éclairages fiables sur des questions importantes de politique financière vues par des citoyennes et citoyens suisses. Il est réalisé par l'institut de recherche gfs.bern pour le compte d'economiesuisse, l'organisation faitière de l'économie suisse.

Évaluation du frein à l'endettement

Sept ans après son introduction, le frein à l'endettement reste très populaire auprès des citoyens suisses : au total, 94 % des sondés soutiennent plus ou moins fermement son maintien et 6 % seulement souhaitent sa suppression. Le frein à l'endettement bénéficie d'un large soutien dans tous les camps politiques, toutes les tranches de revenu et toutes les régions linguistiques. Près des deux tiers des citoyens estiment en outre que cet instrument a fait ses preuves. Cependant, ils sont autant à considérer qu'il ne peut éviter une nouvelle augmentation des dettes de la Confédération.

Graphique 1

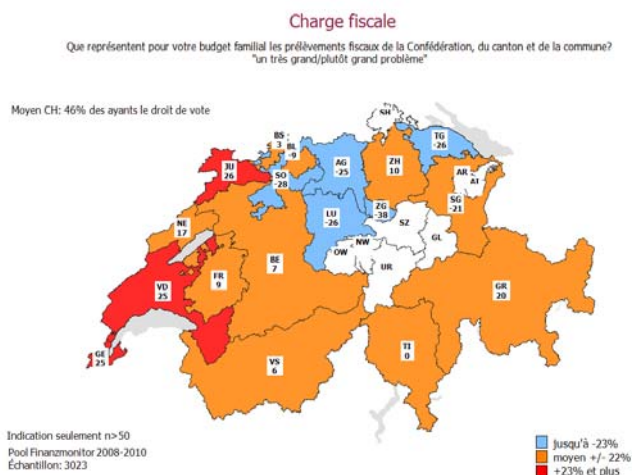
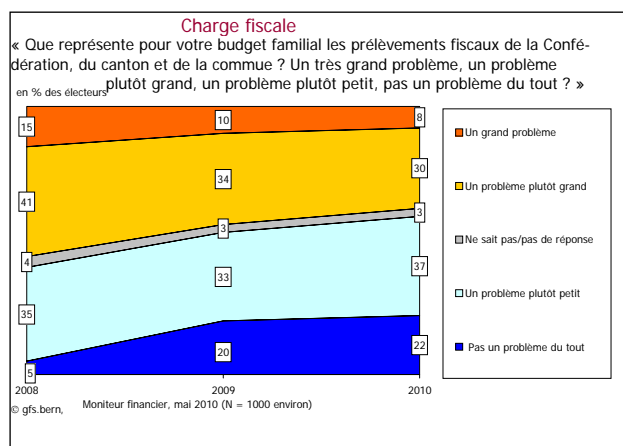


Le ressenti de la charge fiscale

La majorité des citoyens sondés (59 %) estiment que, pour le budget de leur ménage, les prélèvements fiscaux ne représentent pas un problème du tout ou seulement un problème plutôt petit. L'acquiescement des impôts constitue, par contre, un grand problème pour 30 % des citoyens et un très grand problème pour 8 % d'entre eux. On constate qu'au fil du temps, le nombre de plaintes relatives au poids des prélèvements fiscaux a continuellement diminué : il y

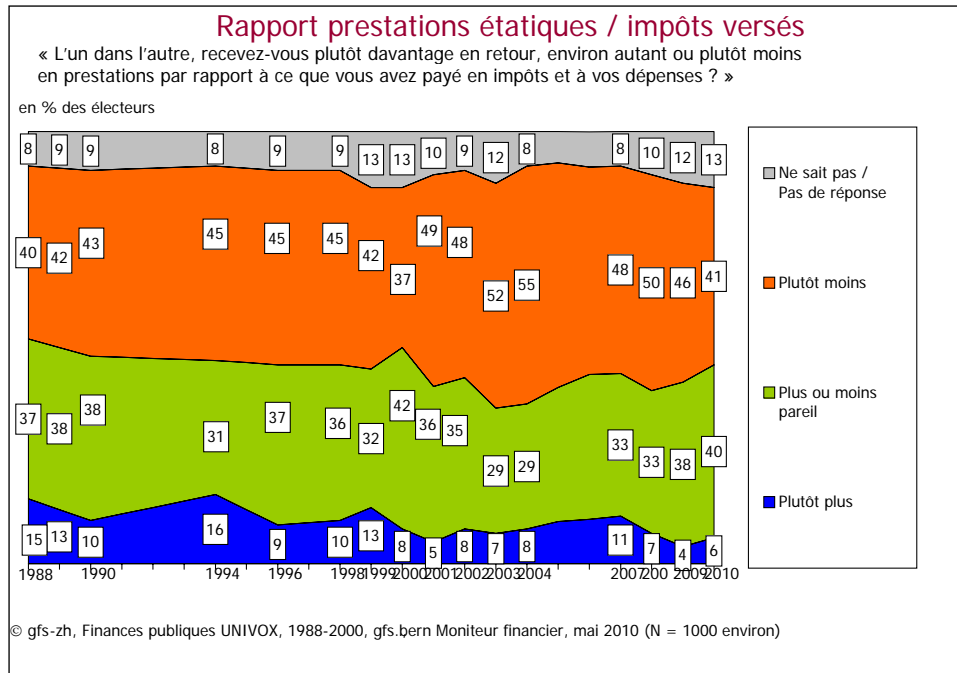
a deux ans, une majorité des personnes sondées les considéraient encore comme un grand problème.

Graphique 2



Il faut noter toutefois que la perception subjective de la charge fiscale varie fortement d'une région linguistique et d'un canton à un autre. La carte de la Suisse ci-dessus, qui présente les résultats par cantons, révèle les différences entre les régions linguistiques pour ce qui concerne le ressenti de la charge fiscale. Les citoyens des cantons en rouge, soit le Jura, Vaud et Genève, se plaignent davantage que la moyenne de la charge fiscale. Les plaintes sont dans la moyenne dans les cantons indiqués en orange et moins fréquentes que la moyenne dans ceux colorés en bleu, soit Argovie, Soleure, Thurgovie, Lucerne, Zoug et la région de Suisse centrale (ici : OW, NW, SZ, GL, UR).

Graphique 3

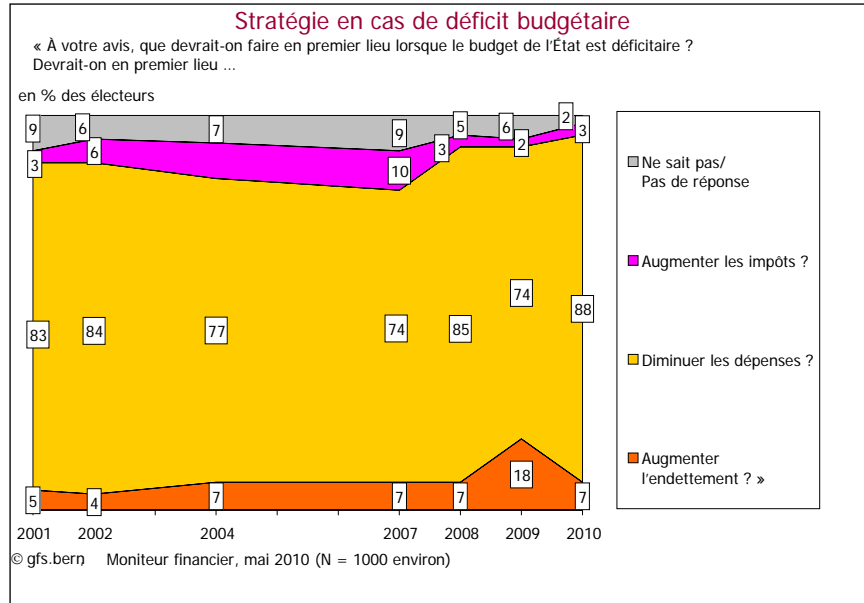


En ce qui concerne le rapport entre impôts et prestations, il suscite le scepticisme chez 41 % des citoyens interrogés. Ce groupe de personnes est d'avis qu'il reçoit moins de prestations de la part de l'État que ce qui correspondrait aux impôts et taxes versés. En revanche, une part de la population presque aussi importante, 40 %, estime que le rapport entre les prestations étatiques et l'effort fiscal est équilibré. Les réponses à cette question varient peu au fil des ans, même s'il y a souvent des fluctuations à court terme, ce qui est le cas cette année. Ces fluctuations indiquent une opinion légèrement plus positive que l'an passé dans la mesure où la part des personnes qui tirent un bilan défavorable a reculé de cinq points de pourcentage.

Les priorités en cas de déficit ou d'excédent budgétaire de l'État

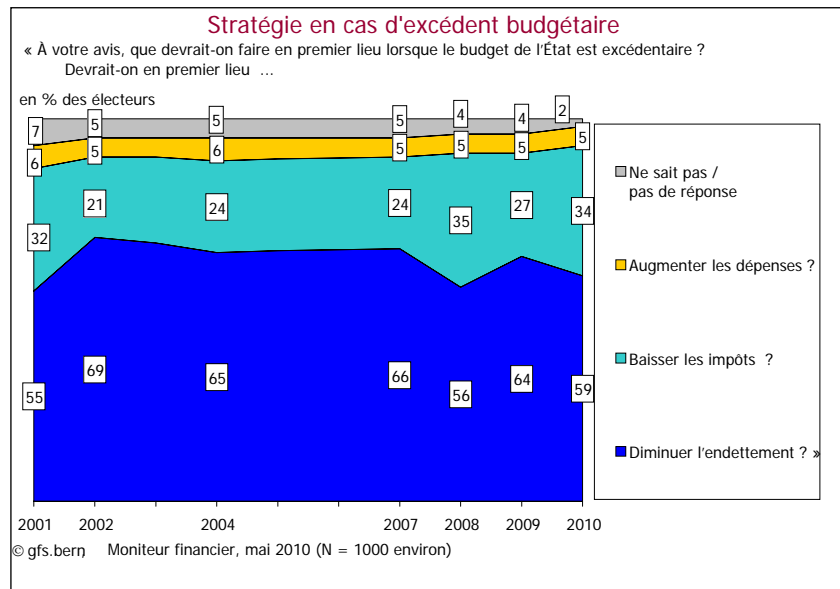
Les citoyens attachent toujours beaucoup d'importance à la discipline budgétaire. Dans l'éventualité d'un déficit budgétaire, la grande majorité des citoyens pense que l'État doit en priorité réduire ses dépenses. Seulement 7 % des sondés sont favorables à un endettement supplémentaire de l'État et seulement 3 % souhaitent que les impôts soient relevés dans une telle situation.

Graphique 4



La stratégie à adopter en cas d'excédent budgétaire est un peu moins claire : 59 % des sondés privilégient la diminution de l'endettement, tandis qu'un tiers d'entre eux préconisent des réductions d'impôts. Il est clair par contre que l'augmentation des dépenses n'est pas une option ; seuls 5 % des citoyens ont fait ce choix.

Graphique 5



Évaluation des stratégies générales de politique financière

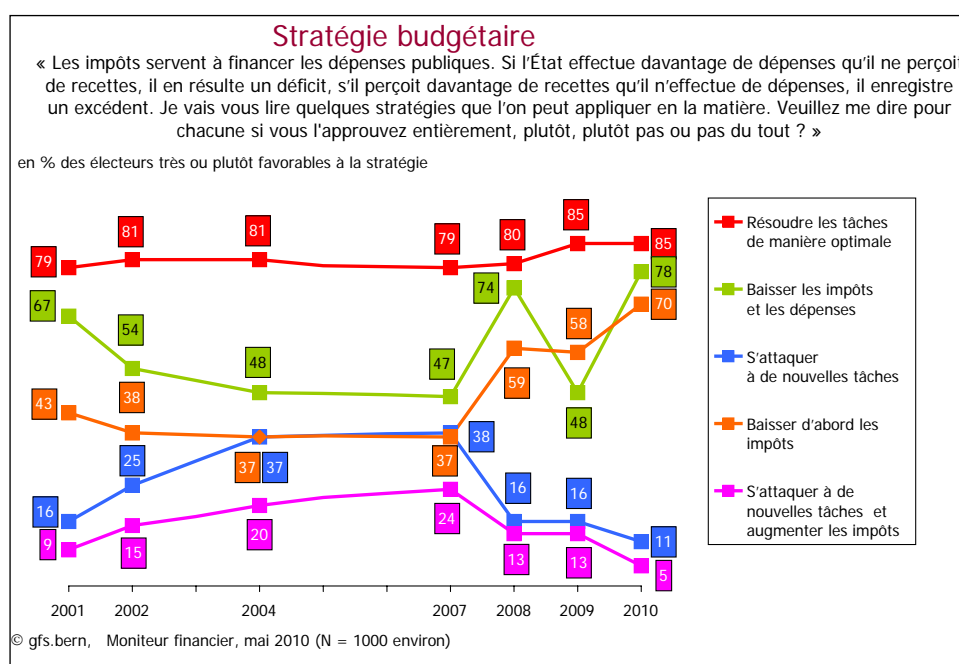
Les citoyens suisses sont toujours largement unanimes en ce qui concerne la stratégie générale de politique financière. Par rapport à ces dernières années, on constate même un renforcement du consensus selon lequel les augmentations d'impôts ne sont pas opportunes et qu'il convient au contraire de baisser les impôts et les taxes.

Comme l'an dernier, une grande majorité des citoyens interrogés, 85 %, sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle les tâches en cours doivent être accomplies de manière optimale sans nouvelles recettes.

Une majorité presque aussi étendue des citoyens, 78 %, considère qu'il faut baisser en même temps les impôts et les dépenses publiques. Cette option, qui avait perdu du terrain l'an dernier, remporte à nouveau autant de succès qu'en 2008.

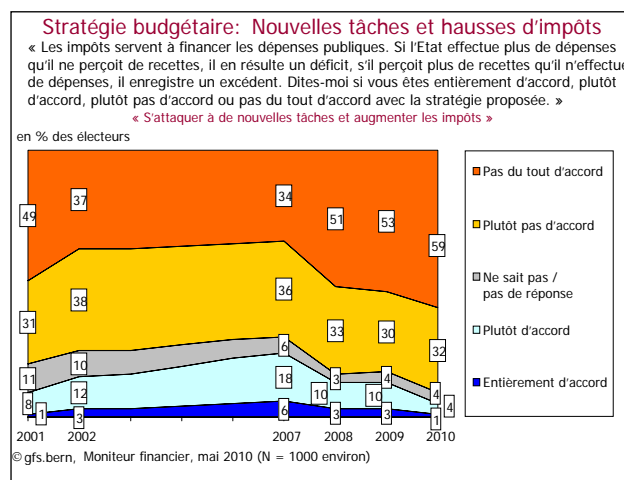
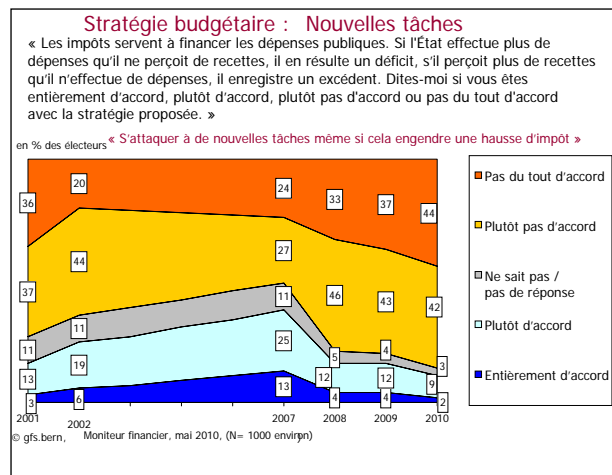
70 % des citoyens admettraient même que l'État commence par baisser les impôts pour accroître la pression en vue d'une diminution des dépenses. Au cours des trois dernières années, cette stratégie de politique financière restrictive a rencontré un succès en constante augmentation. Par rapport à 2009, elle a gagné 12 points de pourcentage.

Graphique 6



En conséquence, la petite minorité de citoyens qui estiment que l'État doit s'attaquer à de nouvelles tâches, même si cela engendre une augmentation des impôts a perdu, un peu plus de terrain. À l'heure actuelle, 11 % des sondés préconisent cette stratégie, alors que 86 % la rejettent. La proportion de citoyens qui souhaitent que l'État s'attaque à de nouvelles tâches et augmente les impôts en même temps compte encore moins de partisans (5 %).

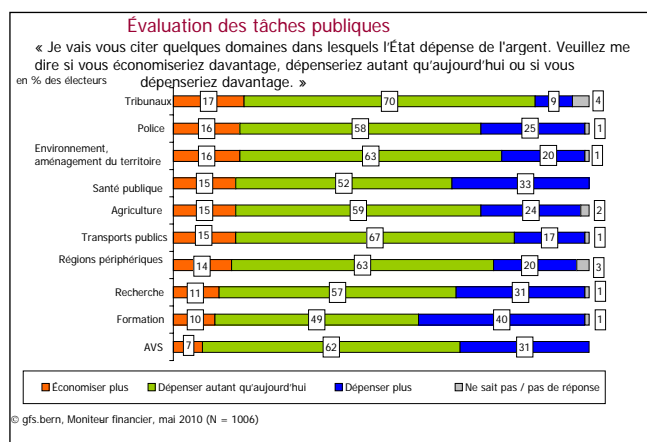
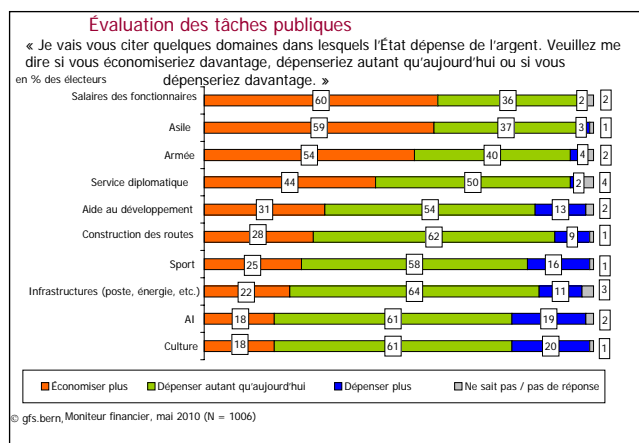
Graphique 7



Économies et dépenses par domaines

Les salaires des fonctionnaires, l'asile et l'armée sont les trois domaines dans lesquels la majorité des citoyens interrogés interviendraient pour réduire les dépenses publiques. Aucun des domaines passés en revue n'a par contre réuni une majorité de voix pour une augmentation des dépenses.

Graphique 8

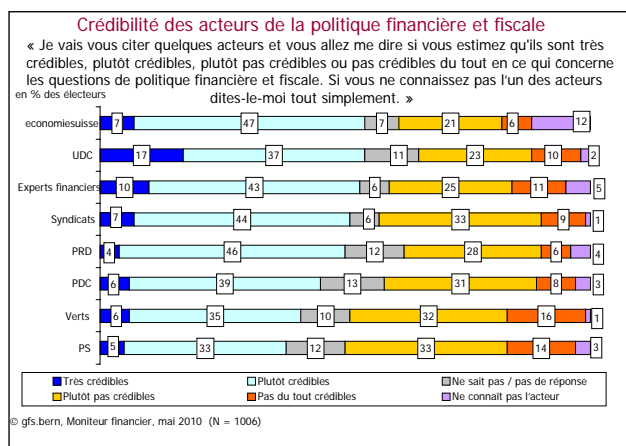
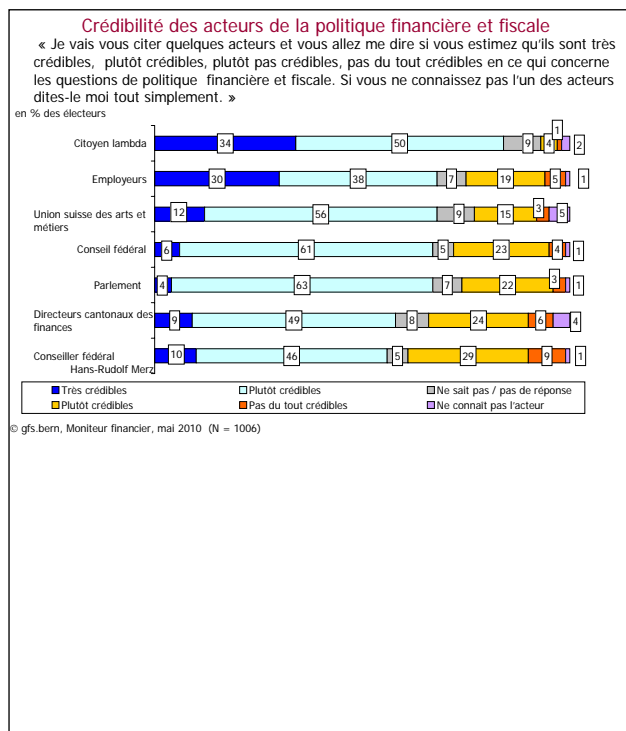


Par rapport à l'an dernier, la proportion de sondés favorables à une baisse des dépenses a légèrement diminué. Cela concerne avant tout les tribunaux (-11 points de pourcentage), la construction de routes (-9 points de pourcentage) et la police (-8 points de pourcentage). La propension de la population à réduire les dépenses a toutefois augmenté dans certains domaines. Cela concerne en particulier les salaires des fonctionnaires (+10 points de pourcentage) et dans une moindre mesure la formation (+4 points de pourcentage) ainsi que la recherche et les régions périphériques (+3 points de pourcentage).

Évaluation de la crédibilité des acteurs en matière de politique financière et fiscale

Aux yeux de la majorité des personnes interrogées, le citoyen lambda (« des gens comme vous et moi ») constitue la meilleure référence pour les questions de politique financière et fiscale. Ainsi, 84 % des sondés jugent leurs concitoyens crédibles. Viennent ensuite les représentants du camp bourgeois comme les employeurs et l'Union suisse des arts et métiers, dont les compétences sont appréciées par 68 % des sondés au total. Presque autant de citoyens interrogés accordent le même crédit au Conseil fédéral (66 %) et au Parlement (67 %). Ils sont suivis des directeurs cantonaux des finances (58 %), du chef du Département fédéral des finances Hans-Rudolf Merz, en légère perte de vitesse, qui devançant légèrement economiesuisse (54 %) et les experts financiers (53 %). Les syndicats, quant à eux, ont remporté 41 % des suffrages. À l'exception de l'UDC qui est le seul parti à être encore considéré comme crédible pour les questions de politique financière par une majorité des sondés (54 %), les partis politiques se situent encore plus bas dans le classement.

Graphique 9



Par rapport à 2009, ce sont surtout les autorités politiques nationales, les directeurs cantonaux des finances et les experts financiers qui ont gagné en crédibilité. Les perdants de l'année sont les syndicats. Ils ont perdu 20 points de pourcentage alors qu'ils avaient encore le vent en poupe au début de la crise financière. Le PS et les Verts sont considérés comme les acteurs les moins crédibles.

La méthode

Le moniteur financier 2010 se fonde sur une enquête représentative menée auprès de 1006 électeurs suisses par gfs.bern sur mandat d'économiesuisse. Les entretiens ont été réalisés en tête-à-tête entre le 25 avril et le 16 mai 2010. L'échantillon a été constitué dans les trois régions linguistiques sur la base de quotas. Le choix des personnes sondées tient compte du sexe et de l'âge afin de respecter la structure démographique constatée lors du recensement de l'an 2000. Les résultats sont représentatifs des électeurs helvétiques.